



due !

Politique de l'emploi du gouvernement

Créer 1 million d'emplois – tel était l'objectif fixé pendant la campagne législative par l'équipe de Viktor Orbán, séduisant des masses d'électeurs et les incitant à opter pour le Fidesz, devenu depuis le parti gouvernant.

Un million d'emplois – un objectif très audacieux, mais peu réaliste à court terme, engagement qui devrait se concrétiser sur un plus long terme, à échéance 2020. Selon le nouveau calendrier fixé par le gouvernement, 300 000 nouveaux emplois seront créés jusqu'en 2014 et 400 000 d'ici 2015. Pourtant les sociétés qui réclament désormais des mesures concrètes, jugent que le plan gouvernemental de

sauvetage économique et de création d'emplois est plutôt contradictoire avec les objectifs fixés.

Le gouvernement d'Orbán a axé sa communication sur ce sujet prioritaire de création d'emplois. Or en la matière, les résultats (positifs) et les réformes structurelles se font encore attendre. Peu de mesures concrètes ont été présentées et celles qui sont désormais en phase de réalisation ont un impact plutôt négatif sur l'augmentation du taux d'activité de la population. Il s'élève aujourd'hui à 55,3% pour les personnes âgées de 15 à 65 ans, soit 0,3 points de plus qu'il y a un an, résultat très faible au vu des indices européens. Cette faible part d'actifs s'explique par des raisons conjoncturelles (tendance négative), le contexte de crise génère en effet de nombreux licenciements.

Le chômage en Hongrie reste toutefois un problème structurel, lié à la disparité entre l'offre et la demande d'emploi dans les différentes régions et à une qualification insuffisante des demandeurs d'emploi. Les mesures prises par le gouvernement n'ont pas beaucoup changé la donne jusqu'ici. La mise en application de certaines mesures gouvernementales, telles que l'obligation pour les entreprises d'augmenter les salaires, produisent même des effets négatifs sur le marché travail. La réforme de l'impôt sur le revenu, l'augmentation du taux des cotisations sociales, la restriction des bonus en matière d'impôts pèsent désormais sur les sociétés les plus modestes (PME) et sur leur capacité à recruter. En 2009, le salaire net moyen ne correspondait qu'à 46% du brut et demeure donc en-dessous des indices de l'OCDE, dont le taux moyen est de 63%.

Heureusement, certaines mesures ont des impacts positifs sur l'augmentation du nombre d'emplois en Hongrie. La diminution de l'impôt sur les bénéfices des entreprises, dont le chiffre d'affaire est inférieur à 500 millions de HUF, est une mesure très prometteuse.

Néanmoins, cette mesure s'applique aux entreprises qui ont assez peu de capacité d'investissement. Les dispositions qui visent à restreindre certaines allocations familiales, et dont l'objectif était d'encourager les non actifs à retrouver un emploi, semblent inopérantes en raison des disparités structurelles évoquées ci-dessus. Le problème des emplois atypiques, comme les emplois à temps partiel, demeure toujours irrésolu. La quasi-totalité de la population active travaille à temps plein et le temps partiel, notamment pour les femmes revenant d'un congé maternité ou les personnes handicapées, reste très peu pratiqué et est très difficile à mettre en

oeuvre par les employeurs. En outre, la réduction de l'âge obligatoire de scolarisation, baissé à 15 ans, est une mesure très controversée : il est possible qu'à court terme l'offre d'emploi augmente, toutefois le manque de qualification des demandeurs d'emploi risque ainsi de s'accroître et d'engendrer d'autres problèmes à long terme. Pour absorber la main d'oeuvre peu qualifiée, et jeune la plupart du temps, le gouvernement veut lancer des grands projets de travaux publics. Il incite parallèlement les entreprises étrangères à investir en Hongrie, particulièrement dans le domaine des technologies modernes qui recrute de la main d'oeuvre qualifiée. L'objectif du gouvernement est de créer un réseau d'entreprises multinationales, effectuant leurs achats via des PME hongroises.

A court terme, la situation conjoncturelle et le manque de réformes structurelles pèsent sur la relance de l'emploi, l'un des facteurs majeurs de croissance. A long terme, les dispositions encore peu concrètes du plan de compétitivité «Kálmán Széll», ainsi que celles du plan Széchenyi, portant sur le monde des entreprises, devraient améliorer la situation économique du pays. Viktor Orbán, lors d'une conférence de presse à Bruxelles, a néanmoins souligné que la dette nationale, extrêmement élevée, est un facteur qui pèse énormément sur les capacités du pays à créer des emplois.

Selon Dirk Wölfer, le chef du service communication de la CCI allemande en Hongrie, pour mener une politique efficace de création d'emplois dans un pays, il ne suffit pas d'engager des travaux publics et d'inciter les départs en retraite, il faut aussi que le gouvernement s'engage à encourager les investissements qui contribueront à une relance économique sur un long terme. Les spécialistes en économie affirment qu'il existe différents types de mesures capables de relancer l'emploi : la réduction des charges des entreprises, la mise en place d'un SMIC progressif, une réforme des retraites, la restriction des allocations sociales, la lutte contre le travail au noir, la mise en place d'un système de formation pour les demandeurs d'emplois, l'encouragement de formes atypiques de travail, tout en agissant parallèlement sur l'élargissement de l'offre et de la demande d'emplois.

Kata Bors

•
Catégorie
Agenda Culturel